



La Voix de l'Humanité

Organe du « Comité suisse pour la Préparation de la Société des Nations »
et de la « Ligue pour la Défense de l'Humanité »

Les membres de la Ligue fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation
Compte de chèques postaux III 496



Comité directeur de la Ligue pour la Défense de l'Humanité : Dr Aug. FOREL ; QUARTIER LA TENTE, conseiller d'Etat, Neuchâtel ; Dr STESSEL, anc. président du Conseil national suisse ; SCHORER, président du tribunal administratif, Berne ; G. MULLER, Dr MOSER, conseillers nationaux ; A. SUTER, anc. président, et E. PEYTREQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; Dr A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, anc. député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey ; Baron F. de WRANGEL, Ascona ; H. HODLER, Genève, etc., etc.



Comité de patronage international de la Ligue : Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÜRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Sir Robert STOUT, Lord Chief Justice, Wellington.

Président de la Ligue : Dr R. BRODA, direct. des « Documents du Progrès ».

Comité suisse pour la préparation de la Société des Nations : Henri SCHERRER, conseiller aux Etats ; Joseph BALMER, H. EUGSTER-ZUST, Gustave MULLER, Paul RASCHEIN, Alexandre SEILER, Emile ZURCHER, conseillers nationaux ; Paul MORIAUD, doyen de la Faculté de Droit, Genève ; André de MADAY, professeur à l'Université de Neuchâtel ; Enrico BIGNAMI, directeur du « Cœnobium », Lugano ; QUARTIER LA TENTE, conseiller d'Etat, Neuchâtel, et plusieurs autres personnalités, citées déjà en partie ci-dessus.

Administration : Imprimerie F. RUEDI, Lausanne, Jumelles 3 (Téléphone 12.44)

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité de la Ligue, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

ABONNEMENTS : Suisse, 4 fr. par an ; autres pays, 6 fr. par an. Avec le supplément allem. « Die Versöhnung », 6 fr. par an en Suisse, étrang. 8 fr. 15 centimes le numéro

La responsabilité des Alliés d'Occident vis-à-vis des derniers événements en Russie

par William Henry KERRIDGE
(de Cambridge, Angleterre).

L'Angleterre est entrée en guerre pour défendre la Belgique ; c'était un acte généreux. Elle n'a pourtant pas voulu accomplir cet autre acte plus difficile et plus méritoire : faire la paix à un moment donné lorsque cela était indispensable pour sauver la Russie.

Néanmoins, ce n'est que par une paix générale — bien différente de celle que les délégués russes ont conclue à Brest-Litovsk — qu'on aurait pu la sauver.

C'était justement en décembre 1916, au temps des propositions faites par M. Wilson et le pape que la paix, autant pour l'Entente en général que pour la Russie, aurait été des plus favorable. La Russie aurait gardé une unité politique pour tenir front à l'Allemagne, qui, à ce temps-là, était beaucoup plus modérée dans ses revendications ; si la révolution en Russie avait éclaté après la signature de la paix par le tsar elle aurait changé la vie intérieure de Russie sans influencer directement la politique extérieure vis-à-vis de l'Allemagne. Même le plus fanatique des pangermanistes n'aurait jamais songé à profiter d'une révolution en Russie pour s'emparer de vastes territoires russes après la conclusion d'une paix entre la Russie et l'Allemagne.

Pour l'Entente, les avantages qu'elle croit avoir gardé en ne faisant pas la paix en 1916 sont plus que contrebalancés par les grands préjudices que la capitulation russe lui a déjà causés. C'est au moins intéressant que le directeur du *English Review*, M. Gustin Harrison, un écrivain anglais bien connu à cause de son grand enthousiasme pour la guerre en 1914, un homme, bien entendu, qui ne saurait aucunement être soupçonné de pacifisme dans ses idées, a quand même insisté, à partir de 1916, sur la nécessité de faire une paix de réconciliation — c'est-à-dire à partir du moment qu'il était devenu évident à tout homme réfléchi que l'Entente ne pourrait jamais gagner la victoire militaire complète sur l'Allemagne qu'elle croyait possible en 1914. C'est précisément parce qu'il est ennemi ouvert du « militarisme prussien » qu'il était favorable à une paix en 1916 ; il prévoyait alors que la continuation de la guerre n'aurait autre résultat que celui d'augmenter la puissance de ce militarisme que l'Entente voulait anéantir.

Une telle paix, fondée sur les idées de M. Wilson, aurait été favorable à l'Entente ; elle aurait même sauvé la Russie.

Même après la révolution, l'Angleterre et la France auraient pu sauver la Russie si elles avaient voulu prendre en considération l'idée d'une paix générale. L'état des affaires en Russie était tel que la Russie ne pouvait pas continuer la guerre, même si elle l'avait voulu. L'Entente, d'autre part, ne pouvait pas faire la paix qu'elle espérait dicter ; donc, elle refusait à entamer les pourparlers pour une conférence de paix. Cette contradiction entre les désirs de l'Angleterre et les besoins de la Russie a mené à la débâcle en Russie, à la paix russe de Brest-Litovsk qu'aucun Russe n'a jamais désirée.

En Angleterre, on a compris, depuis longtemps, que dès l'époque de la révolution, la Russie ne pouvait pas continuer la guerre, qu'elle n'avait pas les forces matérielles et morales pour la faire. Ce n'est que tout récemment qu'on a commencé à se rendre compte que les Russes ne voulaient pas continuer. C'est pourquoi on se croit libre à dire tout ce qu'on veut de la Russie et même contre elle. On condamne la Russie pour avoir conclu une paix avec l'Allemagne. En commentant cette paix, la presse anglaise semble vouloir condamner tantôt les maximalistes seuls pour avoir fait la paix, et par ce geste avoir « trahi » le peuple russe, tantôt tous les Russes sans distinguer les maximalistes des autres éléments — on parle tantôt de la « trahison maximaliste », tantôt de la « trahison russe ». Cette incertitude provient de la méconnaissance de l'origine et de la portée de la révolution russe.

C'est justement pour éviter une paix entre le tsar et le kaiser que l'Angleterre a tellement acclamé la révolution en Russie et a même donné son aide matérielle et morale aux chefs de la révolution. Mais, sauf ces chefs et quelques adhérents, les vrais révolutionnaires et la grande masse du peuple russe ont fait la révolution précisément pour obtenir la paix. Les peuples de l'Entente, et peut-être les hommes politiques aussi, croyaient que les Russes avaient eu l'obligance de bouleverser leur gouvernement tsariste uniquement parce que ce gouvernement voulait la paix et pour cette raison déplaisait à l'Entente. Mais le peuple russe, quoique faisant la révolution premièrement pour des raisons sociales et politiques, se disait que, sans l'ancien gouvernement, il n'y aurait pas eu de guerre entre la Russie et l'Allemagne.

Les révélations faites dans le procès Soukhomliouff semblent donner raison aux Russes. En tout

cas, la révolution, une fois faite, les Russes se demandaient : « Pourquoi luttons-nous maintenant ? Nous avons répudié les idées impérialistes du gouvernement tsariste, nous avons abandonné Milyukov et Rodzianko parce qu'ils ont toujours voulu, malgré le bouleversement de l'ancien gouvernement, que la Russie lutte pour faire la conquête de Constantinople. L'Allemagne déclare qu'elle ne songe pas à des annexions de territoire russe ; nous-mêmes, nous n'avons non plus des idées annexionnistes — alors pourquoi lutter ? » La grande masse du peuple russe, c'est-à-dire la bourgeoisie et le prolétariat, non seulement les maximalistes, ont voulu la paix. Loin d'être les agents des Allemands, les maximalistes étaient toujours plus antiallemands que les autres éléments russes. Ces autres éléments auraient été contents d'une paix honorable, une paix générale, bien entendu, avec les empires centraux sans trop s'occuper de faire éclater la révolution en Allemagne, tandis que les maximalistes espéraient faire la paix avec l'Allemagne seulement après avoir porté leurs idées révolutionnaires en Allemagne même. Depuis la révolution, la volonté de paix se faisait de plus en plus remarquer. C'est précisément parce que Kerenski ne pouvait pas donner la paix aux Russes qu'il est tombé.

Malheureusement pour la Russie, l'Entente et les maximalistes ont commis de graves fautes. C'est trop, peut-être, d'exiger des politiciens et diplomates anglais qu'ils auraient dû prévoir que la révolution une fois faite en Russie, rien n'empêcherait le peuple d'aller jusqu'au bout ; qu'ils auraient dû être assez renseignés sur les désirs de paix qu'avaient les Russes, pour ne pas se tromper sur la vraie origine et la portée de la révolution, et de croire naïvement que les Russes faisaient la révolution pour éviter la paix. Toutefois, après la révolution, ils auraient au moins dû reconnaître que la Russie ne pouvait et ne voulait plus lutter. Kerenski, qui tâchait de satisfaire aux demandes du peuple russe pour la paix et aux exigences de l'Entente pour la guerre, implorait l'Angleterre et la France de déclarer leurs buts de guerre et de laisser aller à Stockholm les socialistes anglais pour convaincre les Russes qu'ils n'auraient pas à lutter pour des idées impérialistes de l'Entente. L'Angleterre et la France refusèrent. Si elles avaient accédé à cette demande, comme disait tout récemment le *Journal de Genève*, elles auraient pu peut-être sauver la Russie des pires conséquences de la révolution.

La position toujours chancelante de Kerenski

aurait dû faire voir à l'Entente que la Russie ferait la paix tôt ou tard sous n'importe quel gouvernement ; la chute de Kerenski en était l'indice certain. Mais les puissances occidentales refusèrent de voir les choses comme elles étaient. Les maximalistes ne seraient jamais arrivés au pouvoir si leurs « buts de paix », sinon leurs moyens de réaliser ces buts, n'avaient pas coïncidé avec les désirs du peuple russe. Si l'Angleterre et la France ne voulaient pas envisager une paix générale, reconnaissant la certitude absolue que la Russie ferait une paix séparée, faute d'une paix générale, elles auraient dû au moins aider la Russie à obtenir la meilleure paix possible ; au lieu de cela, l'Angleterre et la France l'abandonnent presque et commencent une campagne contre les maximalistes. Chose plus extraordinaire, elles aident l'Ukraine contre les maximalistes pour que ces derniers ne fassent point la paix, tandis que c'était l'Ukraine elle-même qui, la première, fit la paix en opposition aux maximalistes !

Comment expliquer cette calamité tragique !

Les maximalistes eux-mêmes ont fait aussi de graves fautes. Ils n'étaient pas logiques dans la réalisation de toutes leurs idées maximalistes. Une de ces idées, c'est le droit d'un peuple de disposer de lui-même. Ce droit, ils l'ont refusé catégoriquement à plusieurs des races allogènes de la Russie, aux Finlandais et aux Esthoniens, par exemple. Si les maximalistes avaient déjà rendu la liberté complète aux habitants de ces pays, il est probable que ceux-ci se seraient concertés avec les maximalistes pour faire une paix de conciliation avec l'Allemagne. Indépendants les uns des autres, ils auraient pu se solidariser avec les maximalistes, en ce qui concerne la paix, contre l'Allemagne. La collision entre les maximalistes d'un côté et les Ukrainiens et les races allogènes de l'autre, a tellement affaibli les deux parties qu'elles ont dû capituler devant l'Allemagne. L'Angleterre et la France, en encourageant la lutte entre les maximalistes et les autres éléments, ont contribué beaucoup au désastre que, maintenant, elles déplorent et qu'elles voudraient attribuer aux maximalistes seuls.

Sans doute, pour la Russie comme pour la préservation des relations amicales entre la Russie et les puissances occidentales, une paix générale en décembre 1916 aurait été la meilleure solution, et si, après la révolution, une paix générale était toujours impossible, une paix séparée, faite pendant le régime de Kerenski aurait été pour les deux pays un mal moindre.

Le dernier espoir s'évanouissait à Brest-Litovsk.

Même là, ce sont les maximalistes qui ont été les moins « pacifistes à tout prix » ; ils ont toujours résisté aux Allemands, tandis que l'Ukraine, de plein cœur, a accepté les propositions des Allemands. Il est curieux que, malgré cela, l'Angleterre ne dit presque rien contre l'Ukraine qui a contribué plus que les maximalistes à la capitulation de Brest-Litovsk.

Ayant vu que les choses ne marchent pas toujours comme on le veut et que les actions ont souvent un résultat tout contraire de ce qu'on s'imagine, l'Entente, si elle veut toujours sauver la Russie, doit se demander si les propositions faites pour une intervention japonaise en Sibérie auront l'effet de rassurer et de fortifier les Russes. Il est certain que si les Russes avaient à choisir entre une pénétration japonaise ou allemande en Sibérie, ils préféreraient comme le moindre de deux maux une pénétration allemande. C'est pourquoi, pour venir vraiment en aide à la Russie, le Japon ne devrait débarquer à Vladivostok qu'en accord avec les Russes. Ou il serait mieux encore, pour éviter des collisions, que le Japon attende jusqu'à ce que les Russes eux-mêmes demandent aux Japonais de leur venir en aide. Nous savons que les Russes ont désiré la paix avec l'Allemagne, mais aucun Russe, surtout aucun maximaliste, n'a voulu que

l'Allemagne fasse des annexions ou qu'elle occupe militairement des provinces russes. Avant d'agir, il faut être certain que les Allemands ont vraiment l'intention d'occuper d'autres provinces russes, y inclus la Sibérie ; s'ils manifestent cette intention, les Russes de tous les partis seraient les premiers à demander l'aide japonaise. D'autre part, si les Allemands n'ont pas l'intention d'aller jusqu'en Sibérie, la présence des Japonais en Sibérie ferait surgir toutes sortes de malentendus ; et si les Japonais manifestaient la moindre indiscretion et surtout le désir de rester en Sibérie, tous les Russes se ligueraient avec les Allemands, et « l'état dernier serait pire que le premier », comme dit la Bible ; de sorte que l'accord des Russes avec les Allemands, que l'Entente veut plus que tout autre empêcher, se réaliserait précisément à cause de l'intervention japonaise « pour sauver les Russes des Allemands ». On pensera ce que l'on voudra de la paix russe, qui est certes très dure pour la Russie, mais si l'Allemagne avait convoité la Sibérie, elle aurait pu pousser ses troupes au delà de Pétrograd, jusqu'aux confins de la Sibérie. En supportant Kornilow contre Kerenski, et plus tard les Ukrainiens contre les maximalistes, l'Entente a indirectement contribué au succès allemand. Ceux qui demandent à si haute voix l'intervention japonaise doivent se demander s'ils ne font pas le jeu de l'Allemagne.

Il s'agit ici d'une éventuelle « occupation » allemande en Sibérie ; c'est une autre question, celle des relations économiques et industrielles entre les Russes et les Allemands. Personne ne peut empêcher qu'elles ne s'accomplissent. Ce dont la Russie a besoin pour réorganiser sa vie, elle le prendra là où elle peut l'obtenir avec la plus grande célérité possible. Plus la guerre dure, plus la Russie sera forcée d'acheter et de vendre en Allemagne ; elle ne peut pas attendre jusqu'à ce que l'Angleterre, l'Amérique et le Japon lui envoient des marchandises par voie de Sibérie. Malgré la guerre, l'Allemagne a déjà accumulé un grand stock de marchandises et de réserves qu'elle est toute prête à envoyer en Russie. En outre, la Russie et l'Allemagne, étant des pays voisins, l'intérêt seul des Russes les forcera désormais à entrer et à rester en bonnes relations avec les Allemands, lesquels sont assez intelligents pour savoir qu'ils n'ont qu'à rester en bonnes relations avec les Russes sans les fâcher pour retirer les plus grands avantages de la Sibérie. Ils profiteront davantage des richesses de la Sibérie en restant *hors* du pays ; ils profiteront encore plus si l'intervention japonaise force les Russes à demander la protection des Allemands contre les Japonais et les Chinois même. L'Amérique se rend compte de ces difficultés. Elle ne veut pas rompre avec la masse du peuple russe et elle espère que la Russie se réorganiserait sans aucun appel aux Japonais.

Et comment aider moralement les Russes ? En reconnaissant qu'ils avaient depuis longtemps le plus grand besoin de la paix et de ne pas leur en vouloir à cause de ce besoin. Une paix générale à ce moment-ci serait le plus grand bienfait pour la Russie ; si l'Entente ne peut pas la faire, elle doit au moins s'abstenir de qualifier la Russie de « traîtresse » parce qu'ayant besoin de la paix elle l'a faite. Le démembrement et le désordre de la Russie sont le résultat du fait malheureux que par la faute de l'Entente, Kerenski ne pouvait pas donner aux Russes ce dont ils avaient tellement besoin — c'est-à-dire une paix de *conciliation*. C'est ce fait qui a conduit fatalement la Russie à accepter une paix de *capitulation* qu'elle n'avait jamais voulue du tout.

Parler de leur besoin de paix semble faire aux Russes une grave injure en donnant en apparence raison à l'accusation de « trahison » lancée par l'Entente contre les Russes. Il ne faut pas oublier que la grande masse du peuple russe depuis longtemps s'est persuadée que sans le gouvernement

réactionnaire de Pétrograd, en 1914, il n'y aurait pas eu de guerre entre la Russie et l'Allemagne. Les révélations dans le procès Soukhomlinoff ont fortifié les Russes dans cette idée. Malheureusement, tandis que l'Allemagne a interprété ces révélations d'une manière par trop exclusive en faveur de sa thèse sur les origines de la guerre, les Alliés sont tombés dans l'extrême contraire.

L'Entente doit reconnaître ouvertement que les hommes qui étaient, vers la fin de 1916, des « traîtres à la Russie et à l'Entente », étaient déjà en 1914. Tout le monde sait maintenant que le tsar, surtout sur la recommandation de Sir Edouard Grey, de ne pas précipiter une « crise » a voulu démobiliser l'armée du nord, le 31 juillet 1914, mais que les chefs militaires l'ont trompé en poussant la mobilisation encore plus loin. Les gens qui ont vu le départ pour Pétrograd du train de Reval le vendredi soir (le 31 juillet 1914, comme l'a vu l'auteur de cet article), bondé de soldats appelés au casernement à Pétrograd et surtout ces soldats eux-mêmes savaient qu'ils étaient mobilisés, même si on ne donnait pas à ces mesures le nom de « mobilisation ». Les Russes, sachant qu'ils ont été trompés par leurs propres chefs militaires et que l'Angleterre et la France étaient également trompées, se fâchent que les Anglais et les Français croiraient que ces mêmes chefs étaient de nobles gens agissant en bonne foi en 1914, mais que, tout d'un coup, ils sont devenus des traîtres ignobles en 1916. Si l'Entente veut être logique avec elle-même, qu'elle reconnaisse qu'en ce qui concerne la mobilisation russe, les « traîtres » de 1916 étaient déjà « traîtres » en 1914, et qu'ils ont trompé les Russes, les Anglais, les Français et même les Allemands.

Si les puissances occidentales se rendaient bien compte des torts du gouvernement autocratique russe de 1914, elles seraient plus indulgentes pour la Russie révolutionnaire qui a répudié cette politique, voire même pour les Allemands, qui n'étaient pas les seuls coupables du crime de 1914.

L'œuvre de réconciliation générale serait ainsi facilitée.

Qu'on soit surtout moins dur pour les masses russes rêvant un meilleur avenir de l'humanité et se trompant parfois dans le choix des moyens pour y parvenir ! Qu'on reconnaisse la part de responsabilité encourue par les puissances occidentales elles-mêmes ! Qu'on ne songe pas à se venger des Russes en appelant les Japonais en Russie !

Qu'on concentre plutôt toutes les forces pour une révision du traité monstrueux de Brest-Litovsk asservissant des dizaines de millions d'être humains à une domination étrangère !

Qu'on accomplisse cette œuvre d'avenir en commun accord avec la grande nation russe !

Est-ce que les efforts pour une paix prochaine sont nuisibles à la paix durable de l'avenir ?

On a souvent expliqué qu'il y a deux « pacifismes » opposés l'un à l'autre : l'ensemble de ceux qui luttent pour l'établissement de la Société des Nations, comme seule garantie réelle de la *paix future* et, d'autre part, le parti de la *paix immédiate*. On a voulu démontrer que la seule voie vers la paix durable de l'avenir est la continuation énergique de la guerre jusqu'à l'écrasement du militarisme prussien ; que les efforts pour le rapprochement de la paix sont nuisibles à la cause de la paix durable de l'avenir. Les juripacistes de France, le « Mouvement pacifiste » de Berne, organe du « Bureau international de la paix », la « Fondation Carnegie » en Amérique et — à quelques nuances près — les gouvernements en France et en Angleterre, ainsi que plusieurs grands journaux de la Suisse romande, soutiennent cette manière de voir.

Est-elle exacte? Pour répondre à cette question d'une manière scientifique, au lieu de se contenter des mots d'ordre de la rue, il faut bien distinguer les différentes formes de la paix prochaine qui peuvent se présenter. Une généralisation de la paix russo-allemande, basée sur la force du vainqueur, exalterait sa foi dans sa toute-puissance. On en finirait avec toute idée de « Société des Nations ». Le vainqueur établirait son hégémonie sur l'Europe, sa volonté serait constituée en loi suprême pour la co-existence des peuples. La *force* au lieu du *droit* serait suprême au monde ou plutôt le droit du vainqueur, basé sur la force, rétablirait une sorte de féodalité nouvelle. Au lieu de progresser, le monde serait jeté en arrière pour plusieurs siècles. Il va donc de soi que tout homme et tout peuple épris de liberté, soucieux du libre développement de toutes les énergies morales et intellectuelles est tenu de repousser toute proposition de paix pareille.

Il n'y a, toutefois, aucune raison de croire que cette éventualité a des chances sérieuses de se produire. Nous n'en avons parlé que pour être complet.

La « paix immédiate » qui entrerait en question actuellement serait une paix de conciliation à l'occident, garantissant la liberté et l'égalité de toutes les nations, sauf, toutefois, des peuples de Russie. Cette paix aussi aurait des conséquences désastreuses. L'Allemagne accepterait peut-être l'établissement de certains liens fédéraux entre les Etats, un embryon de Société des Nations. Ces relations ne seraient pas de nature féodale comme dans la première hypothèse, mais de nature moderne et démocratique. *Mais le prestige du militarisme subsisterait dans l'âme des masses allemandes.* On tiendrait à sauvegarder l'appareil militaire ayant rendu des services si précieux et jetterait l'épée dans la balance lors de tout conflit sérieux qui se produirait à l'avenir.

Le développement du droit des gens et les institutions de la Société des Nations ne seraient considérés que comme une jolie arabesque, un hommage rendu au « snobisme » moderne. Entre temps, Lettons et Esthoniens, Polonais et Ukrainiens, seraient asservis. Ils ne recevraient même pas le suffrage pour le Reichstag allemand comme les Alsaciens, ils seraient traités comme des « colonies » européennes avec une sorte d'autonomie restreinte, un peu de la même manière que celle appliquée, à notre regret, en Egypte et en Tunisie, par l'Angleterre et par la France. Mais ces nations slaves ne courberaient pas le dos comme les indigènes de l'Afrique du nord. Il y aurait des révolutions et des répressions. L'autocratie et le système militaire en Allemagne seraient maintenus par l'obligation même de s'en servir aux confins orientaux de l'empire. L'évolution vers une Société de peuples libres et égaux en droit serait empêchée d'une manière durable et une nouvelle guerre, plus terrible encore que celle qui dévaste l'Europe actuelle, serait inévitable.

La ratification de la paix russo-allemande serait donc un désastre pour la liberté du monde et pour la paix future. Nous autres pacifistes, tenons à préciser que cette paix apparente et fictive de l'est n'est pas le genre de paix que nous accepterions. La *Voix de l'Humanité* (notre modeste journal ainsi que la grande énergie cosmique qu'il symbolise) s'adresse au président Wilson comme arbitre de l'avenir et le félicite de son intention de ne point ratifier l'injustice commise.

Mais les deux éventualités de paix proche ne sont pas les seules à envisager.

En décembre 1916, les Alliés avaient devant eux une offre de paix de conciliation. Nous ne connaissons pas les conditions que l'Allemagne aurait proposé lors des négociations, mais les Alliés refusèrent la conférence projetée et proclamèrent de leur côté des buts de guerre agressifs. Le problème d'une paix rapprochée était donc posé dans des circonstances bien différentes de celles

d'aujourd'hui. Des occasions comme celles de décembre 1916 peuvent revenir après l'insuccès de l'offensive allemande projetée. Une paix immédiate basée sur l'équilibre des forces et sur une synthèse des revendications principales serait alors possible. Faut-il la repousser au point de vue pacifiste parce qu'elle ne présuppose pas la défaite du militarisme allemand sur les champs de bataille? Est-ce que son prestige ne serait pas ruiné malgré tout par le manque de succès? Est-ce que la voie ne serait pas ouverte vers une transformation de la mentalité allemande, vers l'acceptation sincère de la Société des Nations, de la suprématie du droit sur la force par le peuple allemand? L'adhésion à une paix rapprochée, si c'est une paix de conciliation, n'est donc point incompatible avec l'effort pour la future Société des Nations. Ces deux aspirations tendent plutôt à se compléter mutuellement. Pour nous, elles se confondent. Pacifistes et adversaires de la guerre, nous luttons pour que la guerre actuelle soit abrégée et pour que des guerres futures soient évitées. Nous luttons pour une paix de conciliation, sans vainqueur ni vaincu, d'après la célèbre formule de M. Wilson. Cette paix conclue entre des Etats libres et égaux en force serait le meilleur préambule pour une Société de Nations libres et égales en droit. Le même traité de paix devra contenir les clauses transactionnelles relatives aux litiges actuels et des clauses juridiques relatives au règlement des conflits futurs.

Cette paix démocratique réalisant la Société des Nations nous paraît être le but indiqué de tous les pacifistes sincères. *Vouloir* cette paix, en tant que partisans de la paix durable de l'avenir, *hâter* cette paix en tant que partisans d'une paix rapprochée cela se confond en un seul et unique effort. Il n'y a donc pas deux « pacifismes », mais un seul. Les partisans d'une paix d'abdication et de servitude qu'ils soient au service d'une puissance adverse ou qu'ils obéissent à des mobiles tolstoïens respectables, mais dénués de sens pratique, ne sont pas des nôtres.

Mais nous nous refusons aussi de propager une guerre interminable pour des litiges de valeur secondaire. Nous ne voulons pas accepter plusieurs années de la guerre actuelle pour diminuer *quelque peu* la probabilité d'une conflagration future. Tout dépend du *degré* du danger, de l'*importance* du litige. Des mots d'ordre généraux ne suffisent pas. Il serait par trop commode d'être ou bien pour « la lutte à outrance » ou bien pour « la paix à tout prix ». Nous ne pouvons pas accepter l'asservissement de 50 millions de Polonais, de Lettons, d'Esthoniens et d'Ukrainiens. Nous ne pourrions pas accepter celle de la Belgique ou celle de la France; car cela serait par trop contraire à la justice et la liberté des peuples; cela rendrait impossible l'établissement de la Société des Nations et donnerait la certitude d'une guerre de libération nouvelle à date rapprochée.

Mais le problème se poserait tout autrement s'il fallait continuer la guerre pour les modalités d'un plébiscite alsacien, pour le sort de l'Istrie ou de la Mésopotamie. Nous souhaiterions que les Vieux-Alsaciens seulement soient appelés à trancher le sort de leur pays, mais si l'Allemagne demandait que les immigrés puissent voter aussi, cette injustice ne nous paraîtrait pas mettre en danger l'établissement de la Société des Nations et ne suffirait pas, à nos yeux, pour justifier la continuation d'une guerre sanglante. Nous souhaitons de tout notre cœur aux Arabes de Mésopotamie qu'ils soient dotés d'une meilleure administration que celle des Turcs, mais cela aussi ne nous paraîtrait pas justifier le sacrifice de plusieurs millions de vies françaises ou de vies allemandes. Il faut être sobre, alors il ne sera pas par trop difficile de distinguer la paix acceptable, la paix à désirer ardemment de la paix fictive qui ne serait qu'une trêve avant une catastrophe nouvelle. Pacifistes, concentrons-nous, luttons ensemble pour l'avènement *rapproché* d'une paix basée sur le *droit*.

Vers la Fédération universelle

Comité d'entente pour la Société des Nations¹⁾

Réunion-conférence Williams.

A l'occasion de la présence à Paris de M. Aneurin Williams, membre du Parlement britannique et du Comité exécutif de « The League of Nations Society » qui y était venu pour faire à l'Ecole interalliée des Hautes Etudes une conférence sur *La Société des Nations*, le Comité d'entente pour la Société des Nations a, dans le but de permettre la confrontation des idées anglaises et françaises sur le problème qui fait l'objet de nos études, organisé deux réunions qui ont eu lieu à l'Hôtel des Sociétés savantes, le dimanche 17 février et le mardi suivant.

A l'issue de la seconde réunion, qui avait réuni de nombreux auditeurs, l'assemblée a voté, à l'unanimité moins quatre voix, l'ordre du jour suivant :

« Considérant que la guerre est une pratique dont il importe de poursuivre l'abolition, parce qu'elle est un moyen de se faire justice soi-même qui est contraire aux plus élémentaires principes du droit;

« Considérant que pour les nations comme pour les individus, le Droit doit être déterminé, non plus par la force, mais seulement par les conventions des parties ou par les lois formulées par une assemblée législative; que les conflits doivent être tranchés par des tribunaux réguliers; qu'aucune nation ne doit conserver la possibilité de se faire justice elle-même et que la sécurité de chacune doit être placée sous la sauvegarde de toutes, réunies à cet effet en une Société ou Fédération unique;

« Considérant qu'une telle institution est conforme à l'évolution historique et à la pensée d'une longue lignée de philosophes et de politiques, qu'elle a été expressément proposée par le président Wilson, et acceptée, en principe, par les gouvernements de l'Entente, et qu'elle est aussi conforme à la tradition démocratique et libérale des peuples dont elle se compose;

« Considérant, en outre, qu'il n'est pas de but plus noble et plus utile à assigner aux sacrifices de nos soldats, ni de moyen de mieux seconder leurs héroïques efforts que d'en poursuivre la réalisation;

« L'assemblée prend la résolution d'organiser la propagande la plus active et l'action la plus énergique en vue d'obtenir :

« 1° Que soit constituée une Société ou Fédération des Nations basée sur la pleine autonomie de chaque peuple, mais dotée de tous les organes qui seront nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui viennent d'être définies;

« 2° Que les gouvernements des nations alliées déclarent ensemble que la Société des Nations est le but suprême de leurs efforts, et qu'ils instituent, sans retard, un Conseil interallié chargé d'en élaborer le projet. »

Le mouvement mondialiste

Lord Lansdowne.

Au cours d'une allocution qu'il a prononcée, en réponse à une délégation qui est venue le féliciter pour sa lettre publiée dans le *Daily Telegraph* du 29 novembre, Lord Lansdowne a dit :

« Qu'on s'efforce donc d'obtenir à temps une paix franche, une paix durable et honorable. Le seul moyen de l'obtenir gît dans la combinaison de toutes les puissances, non dans une coalition d'un groupe contre un autre, mais dans une combinaison dans laquelle toutes s'engagent à porter les conflits internationaux devant quelque sorte de tri-

¹⁾ Notes publiées par notre confrère parisien, La Société des Nations.

bunal international et à employer la coercition contre tout membre criminel ou indocile de cette combinaison. L'adhésion de l'Allemagne à un pareil acte constituerait la négation du militarisme prussien.»

M. Millerand.

Au cours d'une conférence faite le 30 janvier à la Ligue de l'Enseignement, M. Millerand a dit :

« La Société des Nations, dont on présente la fondation comme le gage nécessaire et suffisant d'une paix perpétuelle est une conception depuis longtemps sympathique à la France démocratique et républicaine. Pour qu'elle ait chance de naître et de durer, il importe d'abord de ressusciter les peuples que la force a brutalement rayés de la liste des nations.»

M. Millerand aurait pu dire « à la France » tout court, car il est probable que Joseph de Maistre et l'abbé de Saint-Pierre n'étaient pas de très ardents républicains.

M. Viviani.

Dans une allocution prononcée à la suite d'une conférence faite par M. Ferdinand Buisson à la même Ligue de l'Enseignement, le 22 février, M. Viviani a également représenté « La Société des Nations », comme étant le meilleur moyen de réaliser la justice internationale et de garantir la paix future.

La Ligue des Droits de l'Homme.

Au cours du mois de février, la Ligue des Droits de l'Homme a adressé au président Wilson une lettre qui se termine par les vœux suivants :

« Dès à présent, nous voudrions voir, sur votre initiative, concertée avec celle de l'Angleterre et de la France, les Alliés commencer entre eux l'ébauche de cette Société des Nations, en arrêter les traits constitutifs, en former pour ainsi dire le premier noyau et se tenir prêts à y agréger bientôt tous les peuples qui voudront contribuer à la plus profonde et à la plus bienfaisante des révolutions.

« Puisse notre souhait vous sembler digne de retenir votre attention et puisse votre intervention déterminer l'Entente à user de cette arme, en même temps que des autres, dans la lutte où elle est engagée, suivant votre expression, pour servir l'humanité ! »

La Ligue d'Action régionaliste.

Cette Ligue a organisé, le dimanche 24 février, une réunion dans la salle de la Coopérative « La Bellevilloise » où, devant un nombreux et très attentif auditoire, M. Charles Brun a exposé les caractéristiques du fédéralisme et émis l'avis que la Société des Nations ne pourra exister et se conserver qu'à elle est fondée sur les bases fédéralistes, c'est-à-dire, pensons-nous, conformément aux principes que nous avons formulés et qui réservent aux Nations une pleine autonomie pour tous leurs actes d'ordre intérieur.

Ensuite, M. Jean Hennessy, député de la Charente, a fait connaître les principales raisons qui exigent la réalisation de la Société des Nations.

Il a fait remarquer que le monde est en pleine révolution, et que ce serait commettre une lourde faute que de ne pas profiter de l'état anormal dans lequel il se trouve actuellement, pour lui donner des bases qui lui garantissent un avenir plus juste et plus sûr.

Revue de la Presse

La Tribune de Genève :

Dans la *Tribune de Genève* on lit, sous la signature de M. A. de Morsier, ancien député :

« Une Société des Nations ne saurait être, selon nous, qu'une Fédération des peuples, constituée sur la base d'un nouveau droit international et dont le but sera d'assurer au monde une paix durable.

« La première condition à réaliser pour créer une telle Fédération est que celle-ci englobe bien l'ensemble des peuples. Sinon, le monde retomberait fatalement dans le système néfaste des grandes

alliances s'opposant les unes aux autres et cherchant à se surpasser en puissance en mettant à leur service les rouages de la diplomatie secrète. On ne peut valablement fédérer que des organismes sociaux d'un ordre constitutionnel similaire, offrant, chacun dans sa sphère, des garanties suffisantes pour que le statut international soit, par eux, respecté. »

Le journal parisien, *La Société des Nations*, oppose à cette thèse des arguments de valeur :

« Nous sommes d'accord avec M. de Morsier pour penser que la Société des Nations ne méritera le nom de Société que si elle englobe tous les peuples; mais nous croyons qu'il commet une grave erreur quand il prétend qu'on ne peut fédérer que des organismes sociaux d'un ordre constitutionnel similaire, car il est infiniment plus facile de fédérer que d'unir, et, cependant, les sociétés d'individus doivent unir ensemble des organismes sociaux (industriels, commerciaux, familiaux) qui sont tout aussi différents les uns des autres que le sont les organismes des diverses nations.

« Et si nous répétons cette remarque que nous avons déjà présentée à plusieurs reprises, ce n'est pas, bien entendu, parce que nous ne désirons pas que les nations qui ne jouissent pas du régime démocratique ne le conquièrent pas, mais parce qu'attendre qu'elles l'aient réalisé pour former la Société des Nations, ce serait attendre pour des motifs qui ne justifieraient nullement cet ajournement; et, par conséquent, commettre une lourde faute, car rien ne nous paraît plus impérieux, pour le moment, que de prendre des mesures qui seront indispensables pour empêcher le retour de la guerre. »

Le Pays :

Dans *Le Pays*, M. Gabriel Séailles, parlant des raisons d'agir du président Wilson, dit :

« En inaugurant la politique des peuples, le président Wilson veut épargner à son pays et au monde les catastrophes que la politique des gouvernements ne manquera pas de déclencher. La Société des Nations est l'instrument qui peut et doit prévenir une plus terrible reprise du terrible drame de la guerre, sur un nouveau théâtre.

« Ce que le président Wilson sait bien et de science certaine, c'est que par sa politique d'intrigues, d'ambitions rivales, l'Europe a été conduite à la guerre de tous contre tous, qui à cette heure même la ruine et l'épuise, et c'est aussi que pour le salut du monde, dans l'intérêt de la race blanche, de sa tradition, de sa culture, il faut que l'Europe se reconnaisse, se constitue, devienne une force d'ordre mondial. L'Europe ne peut se passer d'une paix durable, et une paix durable ne peut se passer de la justice. Voilà pourquoi le président Wilson s'en tient aux grands principes, qu'ont proclamés les puissances de l'Entente, pourquoi il demande que les injustices commises dans le passé soient réparées et que de nouvelles injustices ne soient pas commises dans le présent.

« La Société des Nations n'est pas une occasion de causer, mais un moyen d'agir. Il n'est pas mauvais pour marcher de regarder devant soi. Le président Wilson veut la paix durable entre les peuples de civilisation occidentale et chrétienne, parce qu'il veut pour eux, dans le respect du droit, la force de prévenir un conflit formidable, dont nul ne saurait prévoir l'issue. »

Le numéro du 10 février du même journal contient un article de M. Debierre, sénateur du Nord, où il dit :

« La Société des Nations est un de ces rêves que tous les peuples, belligérants ou neutres, Européens, Américains, jaunes ou noirs, doivent vivre. Le passage de ce rêve dans le monde réel les conduira tous vers les temps de paix définitifs, assurés par le « désarmement général » et le « Tribu-

nal des Nations ». C'est là le suprême but de guerre, la suprême condition de paix. Si nous faisons la paix sans obtenir ce résultat, je considère pour mon compte que le principal but de guerre des démocraties d'Occident n'aura pas été réalisé. Si ce résultat n'est pas obtenu, l'après-guerre sera le recommencement pour les peuples de la tyrannie politique, de la domination économique d'une caste commerciale sur le reste des citoyens, le triomphe renouvelé des oligarchies, le renouvellement du militarisme et des armements avec leurs conséquences de ruines, en un mot la préparation à de nouveaux charniers humains. »

Sous le titre *L'Union fait la Force*, le même journal a publié, le 12 février, un article par lequel M. Gabriel Séailles affirme à nouveau, dans les termes suivants, sa foi dans la Société des Nations :

« J'y crois, comme je crois aux juges et aux gendarmes, institutions imparfaites, qui assurent cependant, entre les citoyens d'un même Etat, une paix relative. Le président Wilson, Lloyd George, Asquith, lord Lansdowne y croient et quelques autres. Peu importe d'ailleurs ce que croient ou ne croient pas les politiques, qui ne savent pas toujours ce qu'ils croient aujourd'hui, presque jamais ce qu'ils croiront demain. Ce qui, vraiment, importe, c'est ce que croit « la grande masse silencieuse de l'humanité » (Wilson), ce que croient les peuples et ce qu'ils sont résolus à ne plus supporter. Aux peuples, il appartient de choisir entre la Société des Nations et l'abattoir international et d'imposer leur choix aux hommes qui prétendent parler en leur nom. »

Enfin, sous la même signature, on trouve dans le numéro du 22 février du même journal, un article qui se termine par les lignes suivantes :

« Si nous voulons vaincre, réalisons la Ligue des Nations démocratiques, que cette Ligue arrête et promulgue un programme commun, qu'elle déclare ne reconnaître aucun des traités particuliers que l'Allemagne se hâte de conclure, qu'elle affirme sa volonté d'une paix générale fondée sur le droit. Le jour où toutes les puissances hostiles à l'impérialisme germanique auront constitué une société définitive, le jour où elles auront mis en commun, avec leur puissance militaire, leur puissance économique et leur résolution de donner la force au droit, la guerre touchera à sa fin. Les peuples ont mérité que ce jour ne soit pas indéfiniment retardé. »

Je veux vaincre

La devise de l'homme est : « Je veux vaincre » ; son endurance a été mise à l'épreuve et elle est sortie ennoblie du creuset. La vaillance du soldat est une réalité, son abdication a été prouvée.

Je veux vaincre a été l'ordre du jour général, et le plus persévérant vaincra. S'il ne vainc pas par les armes, il vaincra par la guerre économique ou par l'imposition de sa volonté.

C'est intéressant de relever le cas et de souligner que l'humanité, quoique « amoindrie » par trop de confort est plus héroïque que par le passé.

Les braves sont légion, les décidés ne manquent pas, les bouillants sont dans tous les rangs. Je veux vaincre est l'ordre impératif, l'espérance, le but, le devoir.

Nous saluons avec respect et enthousiasme cet élan généreux qui condamne nos jugements erronés sur la dégénérescence morale de l'humanité, mais nous nous plaignons à croire que ce même élan décevra les jeunes à terrasser le mal.

Il est plus aisé de vaincre l'ennemi que de se vaincre soi-même; il est plus facile de vaincre par les armes que par la morale et c'est pourtant elle qui est le levain de la pâte, aussi bien dans la politique que dans la société.

Ch. B.

Editeur responsable : Fr. Ruedi, Lausanne.